

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



NOTES POUR UNE ALLOCUTION DU  
TRÈS HONORABLE JOE CLARK,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
DEVANT LA SOCIÉTÉ CANADA-JAPON  
ET LA CHAMBRE DE COMMERCE DU  
CANADA AU JAPON

TOKYO

LE 19 DÉCEMBRE 1984

Monsieur le Président, Altesses impériales, Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs. Je suis très heureux de me retrouver à nouveau à Tokyo, d'avoir l'occasion et l'honneur d'être ici à titre de secrétaire d'État aux Affaires extérieures à un moment où je crois que les relations entre le Canada et le Japon sont plus importantes que jamais, à un moment où il se présente une occasion très réelle pour nous d'accomplir de très grandes choses ensemble. Je suis particulièrement honoré de ce que leurs Altesses impériales aient gratifié ce déjeuner de leur présence. Sachant que vous vous intéressez depuis longtemps au Canada et que vous avez même fréquenté l'Université Queens, j'espère très sincèrement qu'il vous sera possible dans un proche avenir de venir au Canada en compagnie de votre épouse.

Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui dans un pays qui parvient à allier certaines nobles traditions de l'antiquité et l'énergie cinétique d'un État moderne. J'ai choisi de venir ici - un choix délibéré dont j'ai discuté avec le Premier ministre et que ce dernier a approuvé - trois mois à peine après mon assermentation en tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada parce que je veux, par ma présence et par les conversations que nous aurons ici, souligner l'importance que le nouveau gouvernement canadien attache à ses relations avec le Japon, et annoncer notre intention d'instaurer une relation plus étroite et plus productive encore entre nos deux pays.

Il est tout particulièrement approprié que je partage mes vues avec la Société Canada-Japon et avec la Chambre de commerce du Canada à Tokyo. Vos organisations ont joué un rôle vital dans l'évolution des rapports entre nos deux pays. Votre énergie, votre engagement et votre imagination ont contribué à jeter les fondements de notre relation dynamique. D'ailleurs, il est évident que nous ne saurions envisager de mettre en valeur le plein potentiel de la collaboration entre nos deux pays sans votre apport.

Comme vous le savez sans doute, la population canadienne a confié à notre parti un mandat sans équivoque lors des élections nationales du 4 septembre dernier. Nous avons récolté 211 des 282 sièges à la Chambre des communes. Nous avons remporté une majorité décisive dans chacune des dix provinces du Canada et dans nos deux territoires du Nord. Dans la province francophone du Québec, où notre parti a toujours eu beaucoup de mal à s'assurer de larges assises, nous avons remporté 58 des 75 sièges. Et nous n'avions auparavant qu'un seul siège au Québec.

Mais ces chiffres sont beaucoup moins importants que la quasi-unanimité du vote en faveur d'un changement. J'ai été assez longtemps au Parlement pour savoir que les gens changent avant de changer leurs gouvernements; et mon expérience personnelle, en tant qu'ancien chef d'un gouvernement minoritaire, me permet de distinguer entre un mandat qualifié et un mandat décisif. Il faut conclure des résultats de l'élection de septembre que les Canadiens ont réclamé de façon écrasante qu'on mette fin à une ère de conflit et à un certain style de gouvernement. Ils ont aussi, à mon avis, affirmé de façon éloquente leur confiance et indiqué qu'ils en ont assez de se replier sur eux-mêmes et qu'ils veulent se tourner vers l'extérieur pour y livrer concurrence et pour y assumer leur rôle dans la communauté internationale.

Le gouvernement Mulroney s'est maintenant attelé à la tâche d'élaborer le mandat que lui a confié le peuple canadien et de tracer de nouvelles directions pour le Canada. Nous voulons refaire du Canada un acteur dynamique dans la communauté internationale - nous voulons mettre notre économie résolument sur la voie du renouveau économique. Nous nous engageons à instaurer la prospérité, à favoriser la croissance et à créer des emplois. Il s'agit là d'une tâche essentielle au mieux-être du Canada; mais l'entreprise ne sera pas facile.

Notre nouveau gouvernement a hérité d'un déficit encore plus important que le déficit prévu avant les élections - le fardeau de notre endettement est si considérable qu'il nous est pratiquement impossible de réduire la dette nationale et notamment notre déficit. De plus, nous avons assumé le pouvoir alors que près de 1,5 million de Canadiens étaient sans emploi.

Le Premier ministre Mulroney a fait de ces deux questions - la création d'emplois durables et la réduction du déficit - les priorités de son gouvernement. Nous avons engagé le processus de consultation politique le plus ouvert et le plus large de notre histoire. Le Premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces ont commencé à se rencontrer pour donner de la cohérence à la politique économique canadienne de sorte que le premier budget que présentera notre nouveau gouvernement au printemps n'exprime pas les préoccupations d'un seul palier de gouvernement mais reflète les priorités convenues entre tous les partenaires de la fédération canadienne. Permettez-moi simplement de dire à quel point je suis heureux de voir ici à la table d'honneur l'honorable Don Phillips, ministre d'un gouvernement provincial du Canada. Je pense que sa présence est un

symbole discret du type de coopération que nous sommes heureux de constater entre les paliers de gouvernement au Canada. Bien que nous ayons des secteurs de compétence différents, nous servons tous la même population et nous avons tous pour objectif de mettre le pays au travail. La présence de M. Phillips n'illustre que l'un des nombreux changements observés ces derniers jours dans les relations entre notre gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Je ne m'attarderai pas là-dessus, mais je pense qu'il est important de mentionner que des représentants du gouvernement fédéral, dont des ministres du Cabinet, ont participé la semaine dernière à une conférence organisée par le gouvernement du Québec pour discuter du rôle du Québec dans le monde; ils s'y trouvaient parce que nous étions intéressés à travailler avec le gouvernement du Québec, et non à le combattre. Aujourd'hui, à Ottawa, mon collègue le ministre du Commerce extérieur, M. Kelleher, rencontre les représentants des gouvernements des provinces et des territoires canadiens, que le commerce international intéresse tous, pour déterminer comment ensemble nous pouvons le mieux assurer la présence du Canada dans le monde. Et il y a dix jours seulement, lorsque le Premier ministre du Canada et le Premier ministre du Québec se sont rencontrés officiellement pour la première fois, le Premier ministre du Canada a eu la courtoisie de se rendre à Québec pour la rencontre, et le Premier ministre du Québec a eu la courtoisie de faire hisser pour la première fois en huit ans le drapeau du Canada au-dessus de l'Assemblée nationale de la province de Québec. Ces questions pourraient ne sembler que des particularités locales, mais comme le savent tous ceux qui ont eu à traiter avec notre pays, l'un de nos plus graves problèmes a été une certaine confusion et une certaine incertitude quant à notre capacité d'acquiescer de concert. Aujourd'hui, nous concertons nos efforts mieux que nous avons su le faire depuis longtemps et j'affirme - et M. Phillips et d'autres membres de la délégation en conviendront - que nous entendons maintenir cette évolution dans les prochaines années.

Le nouvel ordre du jour canadien est d'abord et avant tout axé sur notre compétitivité dans le monde. Par le passé, alors que les économies du monde devenaient de plus en plus interdépendantes, le Canada prenait une autre direction. Alors que les liens entre nations devenaient de plus en plus forts, nous adoptions une approche introvertie et interventionniste. Mais nous savons aujourd'hui que nous ne pouvons plus survivre de cette façon. Nous devons nous ouvrir sur l'extérieur et collaborer avec les autres nations du monde. Nous devons réduire la taille de notre secteur public et faire tourner à plein régime les moteurs de notre

secteur privé si nous voulons relancer la croissance de notre pays. Et nous devons plus que tout, tant au plan interne qu'externe, jeter des ponts et non ériger des barrières.

C'est dans cet esprit que j'ai annoncé une revue majeure de toutes nos relations internationales, une revue qui vise à engager les Canadiens dans un débat sur certaines questions essentielles en matière de politique étrangère. Cet examen sera mené par des Parlementaires qui tiendront des audiences dans l'ensemble du pays. Pour la première fois dans l'histoire du Canada, on dit que les Canadiens devraient avoir voix au chapitre dans l'élaboration de la politique étrangère de leur pays. Mais l'examen ne vise pas à remettre en cause certaines questions de base, comme notre appartenance à l'ONU ou à l'OTAN. Ces questions et d'autres sont des acquis. Il veut plutôt donner aux Canadiens la possibilité de discuter de la place qu'occupe leur pays dans le monde - comment nous nous en tirons par rapport aux autres nations et ce que nous pouvons faire pour améliorer notre position. L'examen se concentrera assez largement sur la politique économique - ce qui est nouveau pour une revue de politique étrangère.

Mais je suis convaincu que la politique économique internationale est une partie intégrante de la politique étrangère et qu'elle ne peut en être séparée; et je veux que notre examen reflète cette réalité.

Nulle part l'interdépendance ne s'est-elle plus nettement manifestée que dans le domaine du commerce et de l'investissement. Les pays sont devenus de plus en plus étroitement liés par un réseau d'échanges commerciaux et financiers. Le développement d'une économie mondiale est toutefois une source de pressions constantes qui obligent nombre de nos pays à restructurer et à adapter leurs industries, leur main-d'oeuvre, leurs régions et leurs entreprises.

Au Canada, nous reconnaissons que pour être compétitifs dans cette économie mondiale en rapide mutation, nous devons adopter une approche nouvelle de la politique économique commerciale. Nous devons changer aussi bien notre relation économique avec le reste du monde que le mode de gestion de notre économie nationale.

Vous savez que le Canada a toujours été une nation commerçante. Nous sommes remarquablement ouverts au monde. En 1984, environ 30 % de notre PNB étaient directement attribuables au commerce extérieur. Notre croissance économique a reposé sur d'abondantes ressources naturelles que

les autres pays, dont le Japon, ont bien voulu nous acheter. Mais je vous avoue bien franchement que cette source de croissance ne suffit pas, et le gouvernement du Canada en est bien conscient. La conjoncture nouvelle vient remettre en cause ce concept national traditionnel d'une croissance sans complication, perpétuelle et axée sur les ressources.

Les États-Unis sont de loin notre plus important débouché, un marché si énorme et si influent qu'il a semblé capable de toujours nous entraîner dans son sillage. Nous avons toujours été les bienvenus aux États-Unis, et nous avons tiré de nombreux avantages économiques de notre proximité de cette grande puissance. Mais de forts sentiments protectionnistes aux États-Unis viennent menacer notre accès à notre plus important marché. La rapide pénétration du marché américain par nos concurrents d'autres pays vient modifier l'orientation des échanges américains. De plus, les États-Unis s'adaptent plus vite que la plupart des autres nations à l'évolution de l'économie mondiale. Nous pourrions perdre du terrain sur cet énorme marché qui n'a plus autant besoin de nos biens et nos services. C'est une constatation et non une lamentation. Notre nouveau gouvernement ne veut pas se contenter de déplorer le cours des événements; il veut les prendre en compte et faire ce qu'il peut pour les contrôler. C'est pourquoi nous discutons avec les États-Unis de moyens de libéraliser les échanges entre nos deux pays. De façon plus précise, nous cherchons à éliminer les obstacles non tarifaires américains qui posent des dangers réels à notre relation bilatérale. Si nous trouvons des façons de le faire, nous vous le dirons et vous pourrez faire de même lorsque vous trouverez d'autres façons d'y arriver. Alors nous pourrions tous discuter du problème ensemble. Tout accord canado-américain serait bien sûr compatible avec nos obligations à l'égard du GATT. Et cette nouvelle relation Canada-États-Unis dont on a tant fait mention n'aurait pas pour but d'exclure nos autres partenaires. Je répète que nous construisons des ponts, et non des barrières. Et ces ponts sont jetés non seulement au sud du Canada - nous en jetons également à l'Est et à l'Ouest. Le Japon est un grand ami et un important partenaire commercial du Canada, et nous comptons vivement renforcer nos liens économiques, sociaux et politiques avec ce pays.

La restructuration économique en cours au Canada offre des possibilités d'une importante coopération entre le Canada et le Japon. Notre nouveau gouvernement veut que le Japon sache que nous entendons améliorer l'accueil réservé aux investissements étrangers. Ainsi, vous pourrez profiter des compétences de notre population active, de notre infra-

structure bien développée ainsi que de notre accès à un marché nord-américain vaste et lucratif dont les frontières, dois-je souligner, ne s'arrêtent pas au 49<sup>e</sup> parallèle. Nous comptons faire tous les efforts possibles pour encourager les Japonais à investir directement dans notre économie.

La première étape de ce processus a commencé il y a dix jours lorsque mon collègue Sinclair Stevens, le ministre de l'Industrie, a déposé à la Chambre des communes un projet de loi qui abolira l'AEIE, l'Agence d'examen de l'investissement étranger, et la remplacera par Investissement Canada, organisme qui aura un nouveau mandat positif destiné à encourager et à faciliter l'investissement, et surtout le type d'investissement qui crée des emplois permanents, qui introduit des idées et des techniques innovatrices et qui élargit la base économique et industrielle du Canada.

Comme le Canada peut tirer de grands avantages de l'implantation de nouvelles entreprises, nous proposons dans ce projet de loi d'exempter de l'examen tous les investissements dans de nouvelles entreprises. Je ne vous parlerai pas en détail de cet important texte législatif, mais je tiens à souligner que nos nouvelles pratiques réduiront d'environ 90 % le nombre des transactions qui doivent actuellement être soumises à l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Les objectifs de la nouvelle agence sont de faciliter l'investissement et de limiter l'intervention du gouvernement dans le domaine de l'investissement étranger.

Permettez-moi de dire quelques mots d'un secteur qui a pour nous beaucoup d'importance, le secteur de l'énergie. Près de 40 % de l'ensemble des investissements commerciaux au Canada se font dans ce secteur. C'est pourquoi nous accordons une attention toute particulière au Programme énergétique national introduit il n'y a pas si longtemps par un autre gouvernement. Notre objectif est de bâtir, avec nos partenaires, un secteur énergétique dynamique et prospère. Nous voulons donner aux investisseurs l'assurance que notre secteur énergétique leur offre des possibilités exceptionnelles. À cette fin, nous apporterons des changements à l'unique clause de "rétrocession" contenue dans le PEN, et nous procéderons à un examen approfondi du régime d'imposition fédérale en matière d'énergie. La canadienisation reste un objectif, mais cet objectif sera réalisé dans le cadre d'un système qui sera juste pour tous ceux qui investissent dans la croissance de notre économie.

Outre les possibilités d'investissement, il existe d'autres secteurs importants où le Canada et le Japon pourraient coopérer.

Confrontés à une interdépendance économique croissante, le Japon et le Canada s'inquiètent tous deux que le système commercial multilatéral ne soit mis en danger non pas tant par les tarifs conventionnels que par toute une gamme d'obstacles non tarifaires utilisés à divers degrés par tous les pays. Mais nous nous inquiétons tout particulièrement de la réapparition en force des sentiments protectionnistes. L'adhésion du Canada à un système multilatéral ouvert reste ferme et incontestable. Le gouvernement canadien a déjà réclamé un système commercial plus ouvert, et il continuera à travailler au sein du GATT et d'autres organismes internationaux pour préserver et élargir l'accès aux marchés mondiaux. Nous sommes heureux que, sur cette question comme sur tant d'autres, les vues du Canada et du Japon coïncident. Les efforts du gouvernement japonais et, plus précisément, l'aval personnel donné par le Premier ministre Nakasone à une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales sont pleinement endossés par le gouvernement canadien.

Le rôle que les pays de l'Asie et du Pacifique, et le Japon en particulier, assument dans les affaires internationales constitue pour le Canada une autre manifestation d'une interdépendance croissante. Il y a dix ans, l'immigration d'outre-Pacifique dépassait l'immigration d'outre-Atlantique pour la première fois de l'histoire du Canada. C'était la situation il y a dix ans. Il y a deux ans, notre commerce avec la région du Pacifique dépassait pour la première fois notre commerce avec celle de l'Atlantique. Les taux de croissance projetés pour la région du Pacifique d'ici la fin des années 80 dépassent les projections les plus optimistes pour l'Europe et l'Amérique du Nord. Le brillant avenir économique de la région indique qu'hors de tout doute elle contribuera de plus en plus à la prospérité de l'économie mondiale, à l'évolution du cadre commercial international et à la réalisation de notre objectif de croissance économique.

Notre nouveau gouvernement s'est engagé à participer à ce processus. Canadien originaire de l'Ouest du pays, j'ai toujours été conscient de l'immense importance et du vaste potentiel de nos voisins d'outre-Pacifique. Et cette constatation, qui va de soi dans l'ouest du Canada, a maintenant gagné le reste du pays.



Depuis un siècle, nous sommes un pays du Pacifique par la géographie. Nous avons maintenant développé une mentalité de nation du Pacifique, recherchant de l'autre côté de cet océan les partenaires qui constitueront une importante source de nouvelles possibilités économiques pour le Canada dans les dix années à venir.

Le commerce et l'économie sont au coeur de cette association, mais nous nous attendons à ce qu'il se développe une plus grande coopération politique à l'intérieur de la région du Pacifique et une intensification des contacts entre nos cultures. Aux Nations Unies, au Sommet économique et dans notre approche du commerce, le Japon et le Canada s'unissent de plus en plus souvent pour réaliser des objectifs communs au plan international.

Mais, dans un sens, nous venons tout juste de nouer des liens. Chacun de nos deux pays réagit aux événements internationaux de l'heure non pas en se tournant sur lui-même, mais en multipliant ses contacts avec le reste du monde. Cela entraîne des changements pour chacun de nos pays. Des changements à nos traditions tout autant qu'aux vôtres. Mais il nous sera impossible d'affronter la nouvelle réalité internationale si nous nous confinons dans nos vieilles habitudes; et chacun de nos deux pays le reconnaît.

Je ne peux assez souligner l'importance qu'accorde le nouveau gouvernement canadien - et un gouvernement qui, sur cette question, peut avec confiance exprimer le sentiment de la population canadienne - à l'établissement d'un échange de vues plus approfondi sur une vaste gamme de questions canado-japonaises comme la coopération économique, la stabilité régionale, le développement social et bien d'autres. Ma visite au Japon est la première des nombreuses occasions que je compte mettre à profit pour développer un dialogue avec les dirigeants de l'Asie et du Pacifique. Et je ne serai pas seul. Ma collègue Mary Collins, député pour la circonscription de Vancouver Capilano, jouera un rôle spécial de liaison entre notre gouvernement et la Fondation Asie-Pacifique, et elle aura l'occasion de procéder à des entretiens à ce sujet pendant son séjour ici.

Dans les tous prochains mois, plusieurs de mes collègues du gouvernement canadien viendront au Japon pour discuter de secteurs spécifiques de coopération - recherche et développement, pêches, énergie, sport et commerce international et d'autres domaines. Les arrangements à ce sujet ont déjà été pris ou sont en voie de négociation. Je puis vous assurer que le Canada sera beaucoup plus présent au Japon dans l'année à venir.

Le Japon joue depuis des années un rôle catalyseur dans la croissance dynamique de la région du Pacifique. À titre de plus importante économie de marché de la région, et d'ailleurs de deuxième plus importante économie de marché au monde, le Japon jouera un rôle-pivot dans l'évolution de l'Asie et du Pacifique. Les liens étroits qui unissent déjà nos deux pays nous offrent une occasion exceptionnelle de valoriser et de renforcer notre interaction avec la région.

Les nouvelles politiques industrielles du Japon se concentrent sur le développement d'industries de haute technicité et encouragent le transfert de technologie vers les nouveaux pays industriels. Ces changements poseront un défi à nos exportations traditionnelles au Japon. Mais nous sommes confiants que le Japon comprend que les gros investissements dans l'exploitation des ressources au Canada lui ont donné une sécurité d'approvisionnement en charbon et en autres ressources essentielles à son marché. En contrepartie de cette sécurité des approvisionnements, il nous faut des cours stables à des niveaux permettant d'assurer la viabilité de notre secteur primaire. Je vois aussi d'autres possibilités. Grâce à notre restructuration, nous pourrions rechercher de nouveaux marchés dans la région et concrétiser la complémentarité de nos deux économies en fournissant des matières semi-traitées aux nouvelles industries japonaises.

De solides liens unissent nos deux pays de part et d'autre du Pacifique. Nous coopérons en matière économique, commerciale et politique. Mais nous ne pouvons miser seulement sur les réalisations du passé. Il faut faire beaucoup plus. Nous devons valoriser nos relations dans le secteur de l'éducation et nos programmes d'échanges culturels. Le Canada veut renforcer ses relations avec le Japon et les cimenter par la compréhension et la connaissance mutuelles. À titre de gage de cette volonté, je suis heureux d'annoncer aujourd'hui une nouvelle initiative dans le cadre de notre programme de relations avec les milieux universitaires. Nous avons réservé un montant annuel de 50 000 \$ pour l'octroi d'une bourse de recherche Canada-Japon. La subvention sera accordée à une institution japonaise désireuse d'entreprendre un projet de recherche sur le Canada, sur les relations Canada-Japon, ou sur le Canada, le Japon et les pays en bordure du Pacifique.

Par leur appui d'activités dans le domaine universitaire, les gouvernements du Japon et du Canada ont montré qu'ils croyaient effectivement qu'une relation solide et saine, que ce soit au niveau politique, commercial ou social, ne peut être soutenue et nourrie que dans un environnement dans lequel chacune de nos deux nations connaît,

comprend et accepte l'identité de l'autre. Les gouvernements ne sont pas les seuls à comprendre l'importance fondamentale de solides liens culturels et de la compréhension mutuelle. De fait, les gens d'affaires de nos deux pays ont appuyé diverses activités dans les secteurs artistique et universitaire. Je viens de dire que le Canada s'efforcera de faire plus que par le passé dans ce domaine à l'égard du Japon, mais j'aimerais aussi inviter fortement les gens d'affaires des deux côtés du Pacifique à redoubler d'effort à l'appui de nos relations universitaires et culturelles.

J'espère pouvoir discuter aujourd'hui avec M. Abe d'un certain nombre d'idées qui pourraient être mises en oeuvre dans d'autres domaines. Je suis tout particulièrement intéressé par les programmes susceptibles de développer chez les jeunes Canadiens et Japonais une meilleure compréhension et une meilleure connaissance mutuelles.

Les Canadiens et leur nouveau gouvernement sont engagés à maintenir leur ouverture sur le Pacifique. L'importance que nous accordons à la région ne faiblira pas. Nous sommes résolus à adopter les politiques qui s'imposent pour promouvoir la coopération sociale, économique et politique.

Notre engagement et notre détermination ne sont ni de vains mots, ni une ambition à moitié réalisée.

Il nous incombe d'élaborer une stratégie articulée et globale qui privilégie comme jamais auparavant nos relations avec la région du Pacifique en général, et avec le Japon en particulier, comme pierres d'angle de nos politiques nationale et internationale.

En dernière analyse, l'avenir économique et politique du Canada et du Japon dépendra largement de la reconnaissance de notre niveau d'interdépendance. Nous devons trouver des façons originales de collaborer en nous appuyant sur une compréhension mutuelle des valeurs, des forces, des aspirations et des responsabilités qui nous unissent. Au cours des difficiles années qui s'annoncent, il nous faudra trouver des terrains d'entente et créer une communauté d'intérêt qui soit plus étendue et plus structurée qu'elle ne l'est aujourd'hui, et aussi puiser de la force dans l'interdépendance et l'ouverture sur le monde plutôt que d'y voir une menace à fuir.

Une citation des enseignements du Bouddha est particulièrement bien adaptée au Canada contemporain et à ses rapports avec le Japon:

"Rien n'existe en soi; tout existe en rapport avec tout le reste."

Le Japon et le Canada entretiennent des rapports déjà marqués au coin de la maturité et du dynamisme. Je suis confiant que nous accepterons tous deux le défi d'orienter, sur le plus long terme, nos deux pays vers une association économique et politique diversifiée et fondée sur une reconnaissance de l'interdépendance et sur une amitié véritable. Notre gouvernement s'est engagé à relever le défi, et je me trouve à Tokyo aujourd'hui pour vous demander de vous joindre au peuple et au gouvernement canadiens pour que nous affrontions ensemble l'avenir avec force et avec confiance. Je vous remercie.